

Unité départementale de l'Isère  
Pôle Territorial  
17, boulevard Joseph Vallier 38030 GRENOBLE Cedex 02

### **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9/10/2025 (partie Liquifides Inflammables)

#### Contexte et constats

Publié sur



#### **Société REXOR à Villages du lac de Paladru**

**La Feydelière, 172 rue Saint Michel**

Références : 2025-Is023TN3

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9/10/2025 dans l'établissement REXOR sur la commune de Villages du lac de Paladru. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REXOR
- 172 rue Saint Michel, Villages du lac de Paladru
- Code AIOT dans GUN : 061-3032
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED
- Effectif : 90 personnes

L'inspection s'inscrit dans le cadre du Pan Pluriannuel d'Inspection .

La présente inspection traite des suites des inspections du 11 juin 2020 et 25 juin 2024 relative aux liquides inflammables (rapport 2024Is038TN3).

L'inspection de juin 2024 a donné lieu à l'APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019.

L'article 1.1.3 de cet arrêté préfectoral rend applicable l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre

de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

A l'issue de la visite d'inspection du 9/10/2025 de l'établissement REXOR implanté sur la commune de Villages du lac de Paladru, les constats établis amènent l'inspection des installations classées à proposer à madame la préfète les suites administratives suivantes.

Les constats effectués sur le bâtiment de stockage des liquides inflammables PC1 conduisent à :

**- demander à l'exploitant de prendre sous 15 jours les dispositions de nature à supprimer les effets thermiques au delà de la limite de propriété en cas d'incendie du bâtiment ;**

**- transmettre au plus tard fin novembre 2025, des propositions précises et échéancées de mise en conformité du système d'extinction, du système de détection et de la rétention.**

Les propositions de suites sont détaillées ci-dessous par point de contrôle.

**Point de contrôle n° 1 - Etat des stocks**

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024  
demande d'action corrective

**Point de contrôle n° 2 - Plan de défense incendie**

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024  
**Proposition d'amende administrative** et demande d'action corrective

**Point de contrôle n° 3 – Protection des installations (cuve GPL)**

Demande d'action corrective

**Point de contrôle n° 4 – Défense incendie**

Justificatifs à transmettre

**Point de contrôle n° 5 – Extinction automatique et détection**

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024  
**Proposition d'amende administrative**

**Point de contrôle n° 6 – Emulseurs**

Demande d'action corrective

**Point de contrôle n° 7 – Rétention**

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024  
**Proposition d'amende administrative** et demande d'action corrective

**2-3) Fiches de constats**

## Nom du point de contrôle n°1 : liquides inflammables - état des stocks

### Référence réglementaire :

#### APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 9 de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif à l'état des stocks**

AP du 11 février 2019 article 1.2.1 – volume autorisé au titre de la rubrique 4331  
AM E 4331 article 9

### Prescriptions contrôlées

AP du 11 février 2019 article 1.2.1 – volume autorisé au titre de la rubrique 4331 (140 tonnes)

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 9

« I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.

« II. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

«Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique

permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiés combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023. »

#### **Constats :**

L'état des stocks, uniquement dans sa version complète pour la gestion d'un événement accidentel, a été examiné en focalisant sur les produits inflammables et la nitrocellulose.

**L'état des stocks vulgarisé n'est pour l'instant pas disponible.**

L'outil présenté permet de faire un tri par emplacement des différents produits stockés ou utilisés avec leur quantité. Il prend en compte les déchets inflammables et les matières combustibles non dangereuses.

**Les phrases de risques et les rubriques 4XXX associées aux produits et déchets n'apparaissent pas dans l'outil présenté.**

Un plan de localisation des matières dangereuses est présenté.

**Manque le plan associé aux matières combustibles non dangereuses.**

L'accessibilité aux FDS n'a pas fait l'objet de vérification.

L'état du 9 octobre 2025 répertorie une quantité présente de 122 tonnes de matières inflammables, produits et déchets compris.

Ce chiffre est inférieur à la quantité autorisée de 140 tonnes.

Selon l'état des stocks, la quantité de liquides inflammables présente dans le magasin PC1 est de 44 m<sup>3</sup> (44 tonnes) le 9 octobre 2025.

L'état du 9 octobre 2025 répertorie une quantité présente de 240kg de nitrocellulose.

Ce chiffre est inférieur à la quantité autorisée de 400 kg.

#### **Avis de l'inspection des ICPE :**

Il n'est pas noté de dépassement des quantités autorisées au titre des rubriques 4331 (liquides inflammables) et 1450 (nitrocellulose) le jour de l'inspection.

L'outil de gestion des stocks permet de connaître les quantités présentes sur site de manière

satisfaisante.

Il doit cependant être complété sur les points suivants :

- disponibilité des phrases de risques et rubriques 4XXX associées aux matières dangereuses,
- plan intégrant les matières combustibles non dangereuses,
- version vulgarisée de l'état des stocks.

#### **Proposition de suites : demande d'action corrective**

L'exploitant doit compléter son état des stocks en intégrant les informations listées ci-dessus.  
Sous 1 mois

### **Nom du point de contrôle n°2 : liquides inflammables – plan de défense incendie**

#### **Référence réglementaire :**

##### **APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024**

*Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 14 I de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif au plan de défense incendie***

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14.I

*Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective*

#### **Prescription contrôlée**

##### **. Plan de défense incendie :**

L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à [l'article 2](#)), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et

en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;

« - l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

« Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023. »

« En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie.

« L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :

« 1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;

« 5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;

« 6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ;

« Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

« - la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;

« - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;

« - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ;

« Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :

« - dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ;

« - dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;

« - dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6.

« Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours. »

#### **Constats :**

L'exploitant indique avoir fait appel au CNPP pour réaliser le plan de défense incendie. 4 scénarios ont été étudiés.

Le document n'est pas remis à l'inspection, **l'exploitant s'engageant à le remettre au plus tard fin novembre 2025 avec un plan de mise en conformité détaillé et échéancé.**

Le dispositif de mise en rétention du site est toujours assurée par un ballon obturateur donc non sécurisé compte tenu de la nature des effluents (inflammables) pouvant se retrouver dans les égouts.

#### **Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

##### **Proposition de suites :**

##### **Proposition d'amende administrative de 15 000 euros.**

La mise à niveau du plan de défense incendie (et des moyens eau, émulseurs, moyens matériels et humains ) **constitue une priorité.**

##### **Demande d'action corrective**

Le dispositif de mise en rétention du site doit être sécurisé dans les meilleurs délais et au plus tard avant fin 2025.

#### **Nom du point de contrôle n°3 : liquides inflammables – protection des installations voisines**

##### **Référence réglementaire :**

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 23 II F

*Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective*

##### **Prescription contrôlée**

En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.

**L'exploitant définit également par procédure les actions à réaliser par la ou les personnes compétentes en lien avec le plan de défense incendie définie à [l'article 14](#). Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :**

- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;
- **les opérations de refroidissement des installations voisines** et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;
- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;



- l'accueil des secours extérieurs.

Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie et compatible avec le plan de défense incendie définie à [l'article 14](#).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des compétences des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'alerte et du respect du délai maximal d'arrivée sur site.

#### **Constats :**

##### **Rappel des demandes d'actions correctives de 2024**

L'exploitant doit vérifier le dimensionnement du dispositif de protection disponible sur la cuve GPL et intégrer son déclenchement dans le cadre du plan de défense incendie. Sous 3 mois.

Le désherbage du stockage GPL est à réaliser sous 1 mois.

##### **2025**

D'après l'exploitant, selon la modélisation des scénarios d'incendie identifiés dans le Plan de Défense Incendie (non communiqué à l'inspection) la cuve GPL n'est pas une installation à protéger ( car non comprise dans les zones d'effets thermiques). Ce point sera à vérifier lors de la transmission du PDI.

L'arrêté ministériel du 23 août 2005 (AM 4718, régime D) n'impose pas de dimensionnement (débit minimum) pour les stockages de moins de 35 tonnes.

La rampe d'arrosage présente sur la cuve GPL a cependant été allongée pour couvrir la longueur de la cuve. **Ce point est satisfaisant.**

**La consigne relative au déclenchement de la rampe d'arrosage du stockage GPL dans la stratégie de défense incendie devra être intégrée dans le PDI.**

**L'environnement du stockage est débroussaillé. Subsiste une herbe rase représentant un potentiel combustible très faible sous réserve d'un entretien régulier à réaliser par l'exploitant.**

#### **Avis de l'inspection des ICPE :**

##### **Proposition de suites : demande d'action corrective**

La consigne relative au déclenchement de la rampe d'arrosage du stockage GPL dans la stratégie de défense incendie devra être intégrée dans le PDI. Avant fin novembre 2025

#### **Nom du point de contrôle n°4 : liquides inflammables – défense incendie**

##### **Référence réglementaire :**

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 II A et 25 I

## Prescription contrôlée

### Article 14 II A

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils d'incendie sont implantés de telle sorte que tout point des limites des zones à risque d'incendie identifiées à [l'article 8](#) se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public ou privé. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Ce réseau garantit une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Ce réseau est en mesure de fournir le débit déterminé par le plan de défense incendie. Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé, et sectionnable au plus près de la pomperie. Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Aux appareils d'incendie mentionnés ci-dessus peuvent être substituées des réserves d'eau, avec les mêmes règles d'implantation. Ces réserves ont une capacité minimale unitaire utile de 120 mètres cubes. Elles sont accessibles en toutes circonstances. Elles disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues des bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

« Si les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public, les charges afférentes à la protection contre l'incendie sont réparties conformément à l'article R. 2225-7 du [code général des collectivités territoriales](#). »

**Article 25 I**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et des moyens de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :****Rappel demande de justificatifs formulée en 2024**

Le rapport du contrôle des PI doit être transmis à l'inspection.

L'exploitant détaillera les moyens matériels permettant de répondre aux exigences de l'article 8.2.5 de l'AP du 11/2/2019 :

" poteaux incendie publics ou privés permettant d'obtenir un débit de 240m<sup>3</sup>/h pendant au moins 4 heures hors des besoins ordinaires de l'établissement avec un débit minimal de 120m<sup>3</sup>/h pendant 4 heures à partir du réseau communal".

Sous 1 mois

**2025**

Absence de justificatifs transmis.

L'exploitant affirme que le débit d'eau requis ne pose pas de problème.

Les éléments seront inclus dans le PDI.

**Avis de l'inspection des ICPE : conformité à confirmer****Proposition de suites : justificatifs à transmettre**

Le rapport du contrôle des PI doit être transmis à l'inspection.

L'exploitant détaillera les moyens matériels permettant de répondre aux exigences de l'article 8.2.5 de l'AP du 11/2/2019 :

" poteaux incendie publics ou privés permettant d'obtenir un débit de 240m<sup>3</sup>/h pendant au moins 4 heures hors des besoins ordinaires de l'établissement avec un débit minimal de 120m<sup>3</sup>/h pendant 4 heures à partir du réseau communal".

Ces éléments seront intégrés dans le PDI et transmis au plus tard fin novembre 2025.

**Nom du point de contrôle n°5 : liquides inflammables - extinction automatique / détection****Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024**

*Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 14 II B de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif au dispositif d'extinction automatique incendie du bâtiment de stockage des LI.***

*Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 23 II C de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif*

*aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif à la détection incendie du bâtiment de stockage des LI.***

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 II B et article 23 II C (AM 4331 régime E)

### **Prescription contrôlée**

#### Article 14 II B

Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés (liquides inflammables, liquides et solides liquéfiés combustibles) est mis en place dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant d'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. **Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à planter est explicité dans le plan de défense incendie.** Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. Le plan de défense incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.

« Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#), sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#). Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. Cette disposition ne s'applique pas, par ailleurs, aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables.

« Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

« Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage. **Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie.**

« Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### Article 23 II C

« Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection est assurée par un système distinct du système d'extinction automatique prévu au II de l'article 14. »

### **Constats :**

Les non conformités constatées en 2024 concernaient le bâtiment PC1 :

- présence d'un sprinklage à eau simple qui ne peut à priori prétendre à éteindre un feu de LI; le dispositif a pour objectif de contrôler un incendie et non de l'éteindre; il est nécessaire de prévoir la mise en place de moyens complémentaires pour éteindre un incendie,
- la détection incendie est assurée par le sprinklage.

Lors de l'inspection du 9/10/2025, pas d'évolution; les non conformités subsistent.  
L'adéquation du système d'extinction automatique doit être démontrée dans le PDI.

A noter que ce bâtiment dont la fonction "stockage de LI" n'a jamais été portée à la connaissance du préfet ne respecte pas la distance minimale de 20 mètres par rapport au limite de propriété imposée par l'article 5 IC de l'AM 4718 E.

**Une modélisation des effets thermiques d'un incendie du bâtiment C1 présentée par l'exploitant (document non remis à l'inspection) montre que la propriété voisine est touchée.**

**Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

**Proposition de suites :**

**L'exploitant doit prendre les dispositions permettant de supprimer les zones d'effets thermiques chez les riverains. Sous 15 jours.**

**Proposition d'amende administrative de 15 000 euros pour chaque point de la mise en demeure non conforme : système d'extinction automatique et système de détection.**

La modification de la fonction du bâtiment C1 doit être intégrée au dossier à rendre au plus tard fin novembre 2025 avec tous les éléments d'appréciation et le bilan de conformité à l'AM 4331 E.

### **Nom du point de contrôle n°6 : liquides inflammables - émulseurs**

**Référence réglementaire :**

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 III A

**Prescription contrôlée**

L'exploitant dispose des ressources en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis [au I de l'article 14](#). Ces ressources tiennent compte au moins des ressources nécessaires pour les opérations d'extinction définies [aux B et D du III de l'article 14](#).

L'exploitant démontre également les points suivants :

- le choix du positionnement et du conditionnement des réserves en émulseur ;
- « - la compatibilité entre l'émulseur choisi et le liquide relevant de l'une au moins [des rubriques 4331 ou 4734](#) et les liquides et solides liquéfiables combustibles pouvant être mis en jeu lors d'un incendie, en s'appuyant sur les normes de classement de l'émulseur ; »

- la compatibilité et la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas d'incendie si l'exploitant a recours à des protocoles ou conventions de droit privé.

**Constats :**

**rappel de la demande d'action corrective 2024**

L'exploitant doit justifier, au travers du PDI, des quantités et qualités d'émulseurs disponibles sur le site.

Délai 3 mois

**2025**

L'exploitant déclare disposer :

- d'1 m<sup>3</sup> d'émulseur associé au dispositif d'extinction automatique (haut foisonnement) pour le bâtiment PC4,
- de 6 X 200l d'émulseurs (sans PFAS) répartis sur le site.

La présence de l'une des réserves de 200l a été constatée sur site lors de la visite.

En l'absence de PDI, il est impossible de statuer sur la suffisance en quantité et qualité des réserves en émulseurs présentes sur le site.

**Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

**Proposition de suites : demande d'action corrective**

L'exploitant doit justifier, au travers du PDI, des quantités et qualités d'émulseurs disponibles sur le site.

Délai fin novembre 2025

Le cas échéant, un plan de mise en conformité précis et échéancé doit être fourni dans le même délai.

**Nom du point de contrôle n°7 : rétention**

**Référence réglementaire :**

AP du 11 février 2019, article 8.4.1 – I

**APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024**

**Prescription contrôlée**

**APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024**

*Mise en demeure de respecter sous 15 jours l'article 8.4.1 I de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 relatif aux capacités de rétention.*

8.4.1 I de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

#### **Constats :**

Comme en 2024, la vérification a porté sur le bâtiment PC1.

Le jour de l'inspection 44 m<sup>3</sup> de LI y sont stockés (selon état des stocks) pour une capacité de rétention inexistante. En effet, un écoulement de LI dans le bâtiment serait dirigé soit directement vers la cour du site **puis le réseau d'eaux pluviales, soit directement vers le réseau d'eaux pluviales.**

A noter également qu'il subsiste en extérieur, accolées au bâtiment C1 une dizaine de cuves inox contenant des LI sans rétention.

On note cependant que la zone de stockage des déchets liquides a été rationalisée : les stocks sont sur rétention.

La configuration de la zone de dépotage camion pose problème : en pente, sol non incombustible, grille insuffisante pour absorber une fuite importante, capacité de rétention non connue...

#### **Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

#### **Proposition de suites :**

**Proposition d'amende administrative de 15 000 euros.**

#### **Demande d'action corrective**

Intégrer l'aspect rétentions et la zone de dépotage camions dans le plan de mise en conformité à remettre pour fin novembre 2025.